

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

Beauvais, le 09/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA

ZI des Prés-Roseaux
BP 13
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0411/23-MB/SL
Code AIOT : 0005101668

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement ARKEMA implanté ZI des Prés Roseaux - BP 90013 RIEUX CEDEX - 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA
- ZI des Prés Roseaux BP 90013 RIEUX CEDEX 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101668
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement ARKEMA (ex-CRAY VALLEY) à Villers-Saint-Paul a pour cœur de métier la production de résines photoréticulables destinées aux marchés des revêtements (résines et peintures).

Le site produit également des résines acrylates, méthacrylates et des polymères de spécialité qui entrent dans la fabrication de composants électroniques, de la fibre optique, de revêtements industriels, de produits d'étanchéité, de produits à base de caoutchouc et d'adhésifs, des arts graphiques.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut. Ses activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 30/03/2007.

Cet arrêté a été complété par l'arrêté du 21/10/2008 pour les synthèses de résines de revêtement du secteur « Coatings ». Ces activités, arrêtées en juin 2016, font l'objet d'une procédure de cessation d'activités en cours.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Chemours (Seveso Seuil Bas), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle inopiné pour analyses de recherche de légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	/	Sans objet
2	Prélèvement pour analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	/	Sans objet
3	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	/	Sans objet
4	Entretien préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	/	Observations

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée sur les points contrôlés.

Des observations ont été formulées. Des réponses de l'exploitant sont attendues sous un délai de 15 jours.

Au jour de la rédaction du présent rapport, les résultats des analyses de recherche de légionelles n'étaient pas connus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : La fréquence mensuelle d'analyses de recherche de légionelles est respectée. Les résultats sont enregistrés mensuellement sous GIDAF. Aucun dépassement de la concentration de 100 UFC/l n'a été constaté au cours de l'année 2023. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des deux dernières analyses (août et septembre 2023). Ces analyses sont effectuées selon la norme NF T90-431 par le laboratoire CARSO.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvement pour analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.

<p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.</p> <p>En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.</p> <p>Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les points de prélèvement sont repérés par un marquage. Ils sont situés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - juste avant la rampe d'injection pour les circuits 158 1.2, 158 3.4 et 159 ; - au niveau de la bache d'alimentation des tours pour le circuit 144. <p>Les points d'injection d'eau d'appoint et de produits de traitement sont situés très en amont des points de prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : État des parties visuellement accessibles.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Entretien préventif de l'installation</p> <p>L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.</p> <p>Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'état dégradé des parties visibles des TAR.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Entretien préventif

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif
Prescription contrôlée : (...) Sur la base de l'AMR sont définis : <ul style="list-style-type: none">— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. (...)
Constats : Par courriel du 27/09/2023, l'exploitant a transmis les documents de gestion de ses installations de refroidissement et notamment le plan d'entretien. Les fiches de traitement des eaux appellent les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- du biocide non oxydant (BNO) est injecté le mardi et le vendredi. Dans l'état de l'art, le BNO est utilisé pour des traitements curatifs et non de façon régulière.- utilisation du biodispersant : il n'est pas recommandé de faire des chocs avec un biodispersant. Il convient en effet d'injecter ce produit en concentration stable et permanente avec une gestion hydraulique adaptée ;- l'utilisation du BNO après un biodispersant n'est pas conseillé car cela le rend moins efficace ;- la présence de BNO dans les échantillons peut fausser les mesures de légionelles.
Observations : Au regard des éléments précédents, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- transmettra le document de justification de la stratégie de traitement qui doit être établi au titre de l'article 26 2.b de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 ;- justifiera l'utilisation de BNO de manière régulière (mardi et vendredi). En particulier, l'exploitant précisera si l'injection de BNO deux fois par semaine est rendue nécessaire par une production régulière de légionelles. Le cas échéant, il précisera quelle en est l'origine et quelles mesures peuvent être prises pour éviter la prolifération de légionelle ;- indiquera sa stratégie d'autosurveillance pour les prélèvements (quand sont fait les prélèvements au regard de l'injection des traitements dans les circuits de refroidissement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet